

Le 30 avril dernier, le gouvernement canadien a décidé d'abolir son programme de bourses et de subventions en Études canadiennes qui était destiné au corps professoral, aux chercheurs et aux étudiants de cycle supérieur : «Dans le contexte fiscal actuel, la décision a été prise de concentrer notre programmation autour du mandat principal du Ministère. En conséquence, nous mettons un terme au programme international des études canadiennes et réduisons le financement et la portée géographique du programme des bourses internationales d'études.» (Site WEB du MAÉCI, 1er mai 2012.)

La Chaire Raoul-Dandurand prend position contre cette «décision regrettable du gouvernement Harper» et publie cette lettre ouverte écrite par Ginette Chenard, ex-députée du Québec à Atlanta et chercheuse senior en résidence à la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM, et cosigné par Charles-Philippe David, titulaire de la Chaire, Frédéric Gagnon, directeur de l'Observatoire sur les États-Unis, et Joël Plouffe, chercheur à l'Observatoire de géopolitique de la Chaire et spécialiste de l'Arctique.

ÉCLAIREAGE

L'annonce de la décision du gouvernement fédéral, le 30 avril dernier, d'abolir son programme de bourses et de subventions en Études canadiennes, connu aujourd'hui sous le nom de « Comprendre le Canada », a stupéfié les 7,000 enseignants et membres des 28 associations nationales et plurinationales (22 membres à part entière et 6 associées) en Études canadiennes réparties dans 39 pays. Ceci sans compter 5 autres centres d'Études canadiennes qui ne sont pas membres du Conseil international d'études canadiennes (CIEC). Et, cette annonce n'est pas venue seule. Il y aura fort probablement élimination en mars 2013 du CIEC, organisme à but non lucratif chargé en partie de la gestion de ce programme. De nombreuses autres victimes suivront.

Le gouvernement conservateur est en feu ! L'élimination de ce programme d'environ 5 millions de dollars, dont 1,9 million géré par le CIEC, dans le budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) n'aura pas vraiment d'incidences marquantes quant à l'objectif global de la réduction du déficit budgétaire gouvernemental. Alors, pourquoi tirer un trait aussi radical sur un programme qui a été populaire, rentable et bénéfique, et qui est établi depuis un peu plus de 35 ans, soit depuis l'année académique 1975-76? Pourquoi proroger un programme qui a largement contribué au développement des connaissances au sujet du Canada et du Québec, à l'établissement de partenariats, à la multiplication de réseaux et à la formation de liens d'amitié entre professeurs, chercheurs et praticiens d'ici et d'ailleurs?

Et que dire de la perte éventuelle de retombées considérables découlant des rapports tout à fait spéciaux qui ont été tissés notamment avec les États-Unis, et ce, en bonne partie par le biais de l'Association des études canadiennes aux États-Unis (ACSUS). Au fil des ans, ces liens ont été favorables au développement de réseaux sensibles à nos intérêts nationaux aux États-Unis, notre

principal partenaire bilatéral. Le retrait de l'appui financier d'Ottawa à l'ACSUS met inévitablement son existence et celles d'autres organisations en péril. Il en sera ainsi de la poursuite de recherches ciblées, de la tenue de colloques internationaux, de la pérennité de l'enseignement dans quelque 50 centres de recherche aux États-Unis, et surtout des nombreuses collaborations académiques et de multiples partenariats universitaires avec plusieurs établissements au Canada et au Québec.

Les relations Canada-États-Unis, le Québec, l'Arctique, l'énergie, l'environnement, le commerce, les rapports économiques, mais aussi la culture, les communications, la littérature, l'histoire, la science politique, l'administration publique, voilà autant de domaines d'étude qui souffriront de la diminution, voire de l'abandon, de contributions académiques, plusieurs effectuées en partenariat bilatéral et financées par ce programme canadien. « Le Canada agit contre ses propres intérêts », affirme le professeur Patrick James de la University of Southern California et président du CIEC, en réponse à une lettre du MAECI lui annonçant la nouvelle, fin avril. Selon lui, ces décisions sont «extrêmement tristes et regrettables », d'autant plus que le Canada a énormément profité de la visibilité internationale que ce programme lui a offerte, d'importants retours sur investissements dont il a grandement joui, et de cette opportunité qu'il a su saisir à travers l'appui et l'expertise de nombreux experts internationaux étudiant la société canadienne.

Le programme Études canadiennes d'Ottawa avait pourtant plusieurs mérites, tout comme celui des Études québécoises dont le gouvernement du Québec fait à juste titre la promotion en collaboration avec l'Association internationale des études québécoises (l'AIEQ) et, aux États-Unis, l'American Council for Québec Studies (l'ACQS), fort de ses 300 membres. Car, de toute évidence les Études québécoises aux États-Unis souffriront également de l'abolition du programme Études canadiennes. Il faut, à ce titre, souhaiter que le Québec tout particulièrement maintienne ses engagements et son soutien financier afin que des centres comme l'Institut d'Études québécoises de SUNY-Plattsburgh, le Center for Canadian-American Studies de la Western Washington University, le Canadian Studies Center de la University of Washington, le projet Duke en Montréal, ou encore le Québec and Canadian Studies Program de la Vanderbilt University, puissent poursuivre leurs activités. Afin également que nombre de professeurs, de remarquables spécialistes du Québec agissant depuis des décennies un peu

partout aux États-Unis, poursuivent leurs recherches sur le Québec, continuent de les publier et organisent encore des colloques sur les Études québécoises. Comme l'indique Don Alper, ex-président de l'ACSUS et directeur du centre d'études à la Western Washington University, là où le Québec appuie financièrement un programme spécial : « Si le Canada ne voit pas l'intérêt de soutenir financièrement les Études canadiennes, pourquoi les établissements d'enseignement et de recherche américains le feraient-il à sa place? »

Dans « ce monde de plus en plus plat », comme le décrit Thomas L. Friedman, le repli sur soi est inapproprié et inadaptable. Dans le contexte nord-américain tout spécialement, il ne faut pas sous-estimer les retombées du dialogue constant et comportant à la fois des avantages économiques porteurs de prospérité et de richesse collective, et aussi des bienfaits résultant d'interventions en matière de diplomatie culturelle et de relations académiques. Aujourd'hui,

ces domaines font partie intégrante de l'action internationale de tout État qui aspire à rayonner dans le monde. La culture, instrument moderne de diplomatie, génère de la richesse pour la société qui en appuie la production, mais sert surtout d'indispensable carte de visite internationale. De même, les relations académiques contribuent-elles à l'avancement des économies nationales et au bien-être des sociétés, tout en agissant comme les meilleurs ambassadeurs de leur excellence et de leur savoir-faire à l'échelle internationale. Parce qu'elles figurent parmi les éléments les plus susceptibles de forger favorablement la fibre et la trame d'une image et d'une perception qu'on souhaite la meilleure à l'étranger, la diplomatie culturelle et les relations académiques méritent grande considération pour chaque État, ce que le gouvernement Harper semble malheureusement oublier. Une décision de plus qui nous semble aussi irréfléchie que contre-productive.

«La crise de confiance dans la démocratie assombrit un prix bien mérité » selon Louise Harel

Alors que des milliers d'arrestations ont été effectuées dans les rues de Montréal, dont un nombre record d'au moins 475 arrestations la nuit du 23 mai dernier, sur la base du règlement municipal imposé dans la précipitation par le Maire et son administration, Gérald Tremblay aurait dû avoir la décence de reporter une célébration de la démocratie assombrie par le contexte de crise sociale ambiant. « À son habitude, le maire de Montréal vit dans le déni en refusant de reconnaître la situation explosive qui perdure dans la vie démocratique montréalaise » a affirmé Mme Louise Harel, chef de l'Opposition officielle et chef de Vision Montréal.

Confiance à zéro dans l'administration Tremblay
Les arrestation récentes de la garde rapprochée de Gérald Tremblay, de ses hommes de confiance que furent durant des années le président du comité exécutif Frank Zampino, de même que celui qui fut son chef de cabinet, Martial Fillion, et le directeur du financement de son parti Bernard Trépanier, ont épuisé le peu de confiance que la

population maintenait à l'égard du maire.

« Les Montréalais partagent très majoritairement la conviction que Gérald Tremblay a fait preuve d'aveuglement volontaire. Cette perte de confiance mine le pilier à la base duquel la démocratie se vit. Le maire de Montréal est mal placé pour donner des leçons en matière de démocratie », a-t-elle poursuivi.

Nos félicitations au récipiendaire

Ce prix visant à renforcer la démocratie à Montréal et à permettre que la métropole puisse aspirer à devenir un leader en participation citoyenne est bien mérité. Les élus de l'Opposition officielle (Vision Montréal) aimeraient féliciter chaleureusement les récipiendaires de ce prix que sont Le Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal ainsi que Le Groupe de travail en agriculture urbaine.

Source : Cabinet de la chef de l'Opposition officielle